



# **Les systèmes nationaux de protection sociale alimentaire. Comparaison structurale France-Brésil**

Adam Poupard

## **► To cite this version:**

Adam Poupard. Les systèmes nationaux de protection sociale alimentaire. Comparaison structurale France-Brésil. 2026. <hal-05633318>

**HAL Id: hal-05633318**

**<https://hal.science/view/index/docid/5633318>**

Preprint submitted on 26 May 2026

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

# Les systèmes nationaux de protection sociale alimentaire. Comparaison structurale France-Brésil

Adam POUPARD

2026-9 Document de Travail/ Working Paper



EconomiX - UMR 7235 Bâtiment Maurice Allais  
Université Paris Nanterre 200, Avenue de la République  
92001 Nanterre Cedex

Site Web : [economix.fr](http://economix.fr)  
Contact : [secreteriat@economix.fr](mailto:secreteriat@economix.fr)



# Les systèmes nationaux de protection sociale alimentaire

## *Comparaison structurale France-Brésil*

Poupard, Adam (\*)

(\*) Doctorant EconomiX, Université Paris Nanterre, Nanterre, France.

[apoupard@parisnanterre.fr](mailto:apoupard@parisnanterre.fr)

**Classification JEL:** P11, P16, P50, P52

## Résumé

Cet article propose une définition et une comparaison structurale des systèmes nationaux de protection sociale alimentaire (SNPSA) en France et au Brésil en transposant au registre alimentaire la description des systèmes de protection sociale de Théret (1997). Nous décrivons les SNPSA comme une médiation entre ordres économique, politique et reproductif face à la marchandisation conjointe de la terre et de l'alimentation. L'analyse montre que les deux pays constituent deux idéaux-types opposés à travers l'analyse des référentiels mobilisés dans la fabrique des politiques publiques, en confrontant analyse inductive et structurale. La France représente une alliance historiquement faible entre la sphère reproductive et politique dans l'accès à l'alimentation, alors qu'au Brésil y réside un objet important de la légitimation de l'action de l'État fédéral. Nous expliquons ces différenciations sur la base des synchronies et asynchronies des mouvements sociaux populaires et ruraux.

**Mots-clés :** *Protection sociale alimentaire, comparaison France-Brésil, marchandisation, institutionnalisation des politiques alimentaire, Sécurité Sociale de l'Alimentation*

## Introduction

En France se déploient simultanément depuis l'après-Covid une crise des revenus agricoles et une explosion de la précarité alimentaire. Cette synchronie de deux crises de la reproduction sociale de groupes sociaux hétérogènes a quelque chose d'inédit dans le contexte français, et constitue un terreau favorable pour des propositions politiques comme la création d'une branche alimentation au sein de la Sécurité sociale, sous le nom de Sécurité Sociale de l'Alimentation (SSA) (Chiffolleau, Akermann, Paturel, & Noël, 2023). Une telle extension nous pousse à questionner le type de médiation que produirait une telle institution, dans un registre historiquement délaissé dans les analyses de la protection sociale. Le registre<sup>1</sup> alimentaire est à la fois central dans la reproduction biologique, mais aussi dans la pacification ou, au contraire, la déstabilisation des économies politiques. Lorsque l'accès immédiat à l'alimentation cesse

---

<sup>1</sup> Nous utilisons le terme de *registre* emprunté à (Théret, 1997) comme une manifestation dans un espace mésoscopique des médiations symboliques entre ordres économique, politique et domestique. Nous ajoutons le registre alimentaire aux registres de la monnaie, du droit, de la représentation politique et du système de médias. La délimitation de ce registre se superpose à celle du *système alimentaire* (Malassis, 2002), c'est-à-dire « la façon dont les hommes s'organisent pour produire, distribuer et consommer leur nourriture ». Nous évitons la formulation « agro-alimentaire », qui peut renvoyer spécifiquement à l'industrie de transformation, ou à la production dans son ensemble.

d'être assuré, la légitimité des compromis politiques vacille, et l'accumulation économique perd à la fois la force de travail et la stabilité politique dont elle a besoin. Si Scott (2019) montre comment le contrôle de l'agriculture et de l'approvisionnement alimentaire sont nécessaires à la structuration des premiers États, et si Marx (1990 [1867], Section 8) montre comment l'expulsion des paysans de leur terre est nécessaire à l'accumulation primitive et à l'émergence du salariat industriel, la terre et l'alimentation ont peu à peu disparu de l'économie politique des pays industriels (Friedmann, Daviron, & Allaire, 2016). Pourtant, Tilly (1974) montre comment l'État moderne se construit comme appareil de sécurisation des subsistances alimentaires, et Friedmann & McMichael (1989) montrent comment les hégémons mondiaux (Angleterre puis États-Unis) ont construit leur domination à travers le contrôle sur les marchés agricoles mondiaux, *via* de puissantes agricultures d'exportation intégrées avec leur complexe industriel, et tirant le « coût » de la reproduction sociale vers le bas.

Maximiser la valeur extractible du travail requiert une alimentation bon marché, et donc en dernier ressort une « nature bon marché » (Moore, 2015) et un travail reproductif sous-rémunéré, effectué essentiellement par les *femmes et les colonies* (Mies, 2014), depuis le travail alimentaire domestique jusqu'au travail paysan. Cette *cheap food* est rendue possible par la marchandisation poussée des produits alimentaires et de la terre elle-même, en d'autres termes à une forme de désencastrement au sens de Polanyi (1944). La terre y occupe une place paradigmatique : support écologique et social de la vie, elle est pourtant soumise à des formes croissantes d'appropriation exclusive et de valorisation monétaire alors même qu'elle n'a pas été produite pour être échangée, conformément à ce que Polanyi appelait une marchandise fictive. D'une façon similaire, l'alimentation ne vaut pas seulement comme bien marchand. Elle est une marchandise « spéciale » (Wilkinson, 2015) car elle engage la reproduction sociale et biologique immédiate. En cela, son prix est soumis à une attente sociale particulière, incompatible avec sa marchandisation complète, comme le constate Thompson (1971) en analysant les émeutes de la faim comme une demande de garanties sociales et politiques, une véritable économie morale. Ce premier mouvement de marchandisation suscite donc en retour des formes de contestation et de protection sociale. Les *études agraires critiques* relisent aujourd'hui ce contre-mouvement à travers les résistances paysannes à la marchandisation agroalimentaire, ainsi que dans les mobilisations transnationales pour la souveraineté alimentaire, concernant également la consommation alimentaire (McMichael, 2023). Celles-ci sont généralement appréhendées dans le cadre de l'approche par les *régimes agroalimentaires internationaux* (Friedmann & McMichael, 1989), qui inscrit la question agraire dans l'histoire du capitalisme mondial. Elles trouvent l'une de leurs expressions les plus abouties dans la *Via Campesina* (Martínez-Torres & Rosset, 2010).

Aux échelles nationales, ce double mouvement provoque des reconfigurations du champ politique qui entraînent la formation par changement institutionnel cumulatif de Systèmes Nationaux de Protection Sociale Alimentaire (SNPSA). Nous définissons ici les SNPSA non comme le système alimentaire dans son ensemble (Malassis, 2002), ni comme le simple agrégat des politiques alimentaires, ni encore comme l'équivalent déjà réalisé, ou *déjà-là* (Delouette, Vasseur, & Pates, 2025) de la protection sociale de l'alimentation. Nous les entendons plus précisément comme les systèmes de médiations institutionnelles par lesquelles l'État, les

collectivités territoriales, les organisations sociales et certains dispositifs marchands socialement encadrés démarchandisent partiellement l'accès à l'alimentation et la reproduction des conditions productives agricoles, afin de contenir les effets socialement déstabilisateurs de la marchandisation conjointe de la terre et des denrées. Cette définition permet de distinguer analytiquement trois niveaux souvent confondus : le système alimentaire comme totalité socio-économique, pensable au niveau international, le SNPSA comme système de médiations structural organisant la reproduction et la coexistence de logiques opposées au niveau national, et la sécurité / souveraineté alimentaire comme des projets politiques concurrents (Bernstein, 2015; Wittman & Blesh, 2017) convertis en partie en *référentiels* d'action publique.

Il existe de nombreuses strates d'instruments de politiques publiques mis en œuvre par l'État ou les collectivités locales, participant d'un contre-mouvement à la marchandisation de l'accès à l'alimentation. On peut les grouper par *secteurs*<sup>2</sup> de l'action publique (Muller, 2005) : achat public (1 - fourniture d'un service public), politique assistancielle (2 - ou de la demande) et politique de développement rural (3 - ou de l'offre). Dans la logique de la conservation des conditions écologiques permettant la production agricole et la reproduction sociale des populations rurales, nous incluons les politiques environnementales du registre alimentaire (4). Enfin, nous achevons le périmètre institutionnel de l'objet analysé par la forme prise par la gouvernance du SNPSA (Figure 1).

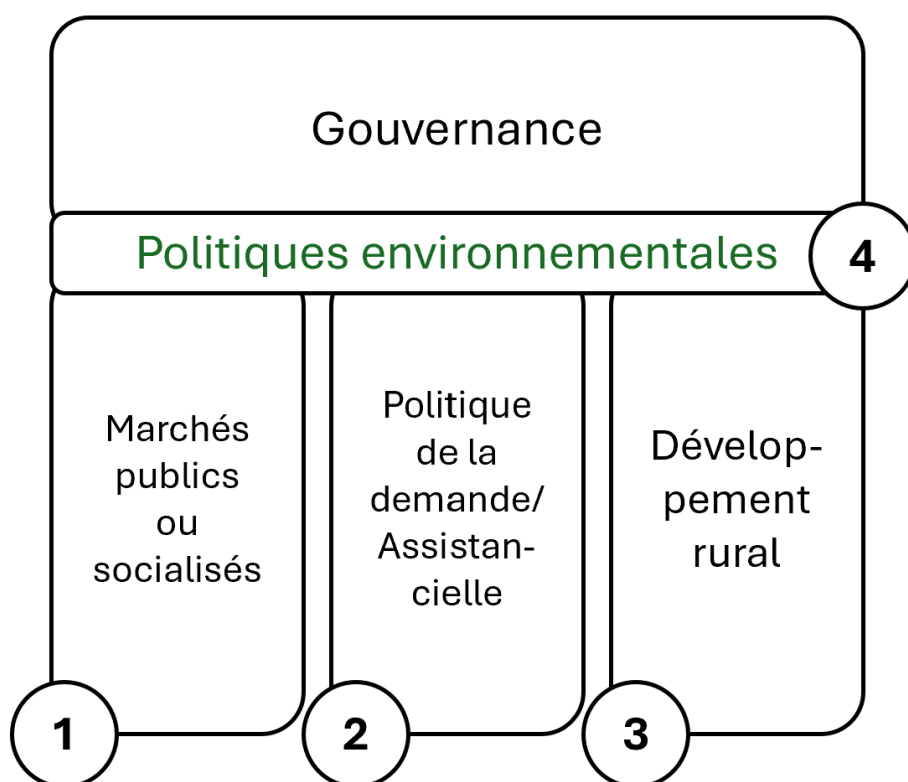


Figure 1 – Structure institutionnelle des SNPSA

<sup>2</sup> C'est-à-dire par *champs* au sens de Bourdieu, doté de ses acteurs, ses bénéficiaires, ses intérêts et ses cadres cognitifs propres.

Pour illustrer inductivement la diversité formelle que peuvent prendre les SNPSA, nous explorerons la comparaison des systèmes français et brésiliens (Tableau A1). Le contraste principal tient moins à la présence ou à l'absence d'instruments qu'à la manière dont ils sont articulés. En France, coexistent des dispositifs allant de la restauration collective gérée par les collectivités locales à l'aide alimentaire reposant largement sur un tissu associatif soutenu par des financements publics, des dons privés et la dépense fiscale. Les politiques agricoles, sociales, sanitaires et environnementales restent faiblement intégrées dans un même référentiel de sécurité alimentaire et demeurent orpheline d'une réelle coordination (Le Morvan & Wanecq, 2019), malgré la création des Projets Alimentaires Territoriaux (PAT)<sup>3</sup>. Le Brésil présente au contraire un ensemble d'instruments plus nettement articulés au sein d'une architecture de sécurité alimentaire et nutritionnelle. L'alimentation scolaire (PNAE)<sup>4</sup> et le Programme d'Acquisition Alimentaire (PAA)<sup>5</sup> combinent fourniture d'un service public alimentaire et soutien à l'agriculture familiale<sup>6</sup>, *via* des clauses d'achat. Les *bancos de alimentos* et *cozinhas solidárias* (banques d'aliments et cuisines solidaires) prolongent cette logique du côté de l'accès. Enfin, la *Bolsa Família*<sup>7</sup> agit comme instrument de solvabilisation de la demande populaire dans un cadre plus large coordonné par le Système de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (SISAN). En résumé, là où la France juxtapose des instruments relevant de logiques sectorielles distinctes, le Brésil tend davantage à les faire converger dans une même grammaire institutionnelle articulant production, accès, nutrition et participation sociale.

Comparer de tels systèmes, dotés d'instruments hétérogènes et agissant à des échelles différentes d'un pays à l'autre, pose des difficultés classiques de la comparaison internationale. En suivant Théret (1997), il ne s'agit toutefois pas de les traiter comme un simple obstacle empirique, mais comme le signe qu'une comparaison pertinente ne peut porter ni sur des instruments isolés, ni sur des variables macroéconomiques saisies comme totalités substantielles. Contre ce double écueil, Bruno Théret propose une démarche structurale attentive à des niveaux intermédiaires de médiation, où peuvent être comparées non des unités empiriques directement données, mais des relations entre ordres sociaux. La comparaison doit

---

<sup>3</sup> Créés en 2014, ce sont des démarches locales et concertées visant à organiser un système alimentaire à l'échelle d'un territoire. Elles sont souvent portées par des collectivités territoriales.

<sup>4</sup> Programme brésilien d'alimentation scolaire. Il repose sur un transfert fédéral de ressources aux États, municipalités et écoles publiques afin de financer des repas pour les élèves de l'éducation de base, tout en promouvant l'éducation alimentaire et nutritionnelle. Depuis 2009, 30 % de la dépense fédérale est fléchée vers l'achat de denrées issues de l'agriculture familiale.

<sup>5</sup> Dispositif d'achat public de denrées produites par l'agriculture familiale. L'État achète ces produits, souvent via des procédures simplifiées, afin de soutenir les revenus des petits producteurs tout en approvisionnant des équipements publics ou des populations en situation d'insécurité alimentaire.

<sup>6</sup> L'expression d'*agriculture familiale* est employée ici au sens du droit brésilien, et non comme synonyme d'agriculture paysanne au sens analytique. Cette catégorie inclut juridiquement des agriculteurs ayant une propriété de petite surface, employant essentiellement une main d'œuvre de la sphère familiale, et tirant un revenu essentiellement agricole. Le périmètre précis de cette catégorie de droit est le sujet d'une lutte politique permanente, pour l'accès aux droits productifs pour de nombreuses catégories sociales et ethniques (Poupard, n.d.). Il s'agit donc d'une catégorie *juridico-politique* d'action publique, et non *socio-économique* plus englobante que la seule agriculture paysanne entendue comme logique de reproduction autonome vis-à-vis des marchés.

<sup>7</sup> Principal programme fédéral brésilien de transfert monétaire aux ménages pauvres, institué en 2003. Il organise le versement d'une aide régulière aux familles inscrites sous condition de revenu, de suivi de santé et de scolarisation. Il touche près d'un quart de la population brésilienne.

ainsi porter sur des systèmes mésoscopiques de médiation, à la fois suffisamment abstraits pour rendre commensurables des formes nationales hétérogènes, et suffisamment concrets pour restituer les modalités historiques de leur institutionnalisation.

Notre démarche se situe ainsi à l'intersection de deux familles de travaux que l'on tient souvent séparées : d'une part les approches de la régulation et de la comparaison structurale des médiations institutionnelles, et d'autre part les études agraires critiques attentives aux contradictions entre marchandisation, reproduction sociale, différenciation de classe et quête d'autonomie paysanne (Bernstein, 2014; McMichael, 2023; Jan Douwe van der Ploeg & Schneider, 2022). Notre méthodologie consiste dès lors à transposer par isomorphisme la structure théorique des Systèmes Nationaux de Protection Sociale (SNPS) que Théret dégage pour la protection sociale vers le registre alimentaire (Théret, 1996). Il s'agit d'identifier, dans le registre alimentaire, les lignes communes et spécificités des médiations de la reproduction alimentaire des populations, à l'intersection de l'accumulation économique, de la régulation politique et de la reproduction domestique. L'enjeu ne sera donc pas de comparer terme à terme le RSA et la *Bolsa Família* ou le PAA et les achats publics français, mais de reconstruire les relations structurelles qui les rendent comparables au sein de chaque formation nationale. Les instruments apparaîtront alors comme des réalisations différenciées historiquement et géographiquement d'une même structure de médiation, ce qui permet de produire une comparaison proprement structurale des compromis alimentaires français et brésilien (Parties 1 et 2). Nous illustrerons l'utilité de ce cadre en donnant une lecture sociopolitique de la production de la diversité de ces deux SNPSA (Partie 3).

## 1. La molécule de SNPSA et la médiation entre ordres

Opérer cette traduction structurale pour définir le SNPSA ne revient pas à simplement projeter le SNPS de Théret (1996) sur son sous-ensemble de la politique assistancielle alimentaire. Il s'agit plutôt de reconstituer la médiation politique qui évite la dissolution de la société causée par la marchandisation conjointe de la terre et de l'alimentation, là où le SNPS palliait la marchandisation du travail. De plus, suivre l'isomorphisme qui se rend de la protection sociale dans son ensemble à la médiation spécifiquement alimentaire s'inscrit dans le programme de recherche proposé par Lautier (2012). Ce dernier propose d'approfondir des *objets* de droits sociaux comme champs élémentaires de confrontation des intérêts dont la cristallisation produit de nouveaux dispositifs institutionnels. Le droit social en question est le droit à une alimentation adéquate, porté par les mouvements internationaux de la souveraineté alimentaire comme la *Via Campesina*, mais aussi par des mouvements nationaux, à l'image du mouvement pour une SSA en France ou le *Fórum Brasileiro de Soberania e Segurança Alimentar e Nutricional* (Forum brésilien de souveraineté et sécurité alimentaire et nutritionnelle) au Brésil.

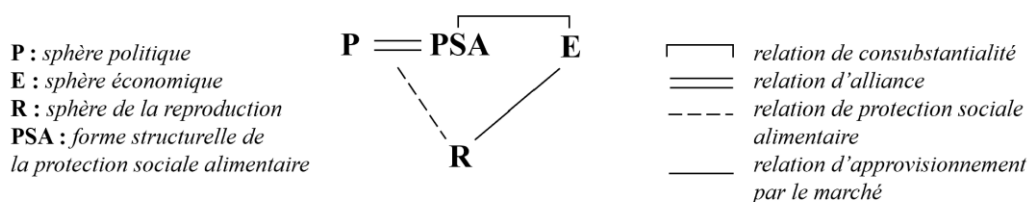


Figure 2 - Structure élémentaire de la protection sociale alimentaire, adaptation de (Théret, 1996)

Clarifions déjà les trois sphères dans le registre alimentaire. La sphère de la reproduction (R) ne se limite pas à la seule reproduction biologique au sein du foyer. Dans la lignée des féministes de la subsistance, sa logique est la production sociale de la vie (Mies, 2014). Celle-ci recouvre analytiquement plusieurs plans distincts. Le premier est celui de la reproduction domestique proprement dite : préparation des repas, achat, cuisson, conservation, distribution intrafamiliale des portions, prise en charge alimentaire des enfants, des malades et des personnes dépendantes, ainsi que l'ensemble du travail de care et de socialisation alimentaire. Le deuxième est celui de la reproduction communautaire, qui inclut les formes d'entraide, les cuisines collectives, les réseaux de voisinage, les jardins et les communs alimentaires. Le troisième est celui de la reproduction des unités productives paysannes lorsque l'activité agricole demeure orientée d'abord vers la sécurisation des conditions d'existence, le maintien d'une base de ressources et la continuité de l'unité domestique, plutôt que vers la reproduction élargie du capital (Bennholdt-Thomsen, 1982; J. D. van der Ploeg, 2008). La cohérence de cette sphère ne tient donc pas à l'homogénéité empirique des activités qu'elle rassemble, mais à une matrice de logiques communes : primat de la subsistance et de la continuité de la vie sociale, orientation vers la sécurisation d'un accès régulier à l'alimentation, maintien de conditions écologiques et sociales de reproduction, et limitation relative de la dépendance aux médiations marchandes. En ce sens, la production paysanne de subsistance n'y est pas assimilée au travail domestique au sens strict, mais elle y trouve sa place dès lors qu'elle participe, comme d'autres activités reproductives, à la production sociale de la vie plutôt qu'à la valorisation de la valeur. C'est précisément ce qui distingue la sphère de la reproduction de la sphère économique (E), dont la logique propre est celle de la circulation marchande et de la reproduction élargie du capital<sup>8</sup>.

Ce n'est qu'à travers les lentilles déformantes des logiques de la sphère économique (E) (la valorisation par la circulation de biens permettant l'accumulation du capital) et de la sphère politique (P) (guidée par l'accumulation de soutien politique et la formation d'alliances majoritaires) que l'activité de la sphère de la reproduction devient respectivement la reproduction de travailleur·euse·s ou de sujets politiques. Inversement, ce sont des bonnes « conditions de fond » sociales et écologiques assurées par la sphère de la reproduction dont dépendent le fonctionnement des sphères politique et économique (Fraser, 2016). Dans le registre alimentaire, la sphère économique (E) englobe les activités de l'agriculture commerciale, de transformation, de logistique, de distribution, de restauration, mais aussi les marchés fonciers et toutes les activités de valorisation financière des commodités agricoles et

<sup>8</sup> Loin de l'idée selon laquelle il n'existe plus de paysans dans les pays du centre (Mendras, 1992 [1967]), cette perspective s'inscrit dans la littérature des études agraires critiques reconnaissant une condition paysanne persistante, caractérisée par leur logique de reproduction, leur base de ressources relativement auto-contrôlée et leur résistance à la dépendance marchande (J. D. van der Ploeg, 2008).



des terres, pour le dire rapidement l'*agribusiness*<sup>9</sup> ou l'industrie agro-alimentaire. Entre ces deux idéaux-types se trouve bien sûr un continuum au niveau de chaque exploitation d'hybridation entre agriculture paysanne et commerciale (Bernstein, 2010), plus ou moins polarisé vers l'un des deux selon les situations nationales<sup>10</sup> et au sein de celles-ci. Ainsi, les formes prises par les unités productrices souvent considérées comme paysannes peuvent présenter une diversité d'insertion partielle dans les logiques économiques dominantes du mode de production capitaliste.

La médiation alimentaire (PSA) est consubstantielle à la sphère économique puisque l'expulsion des paysans de leurs terres et de leurs communs alimentaires, la formation des grandes villes industrielles puis la marchandisation accrue de l'alimentation provoquent une crise de la reproduction alimentaire permanente à laquelle viennent répondre divers dispositifs institutionnels socialement et historiquement situés (Retière, 2021), relevant à la fois de l'accès socialisé à l'alimentation et à la terre. Comme avec le stade de genèse de la protection sociale, historiquement hérité en France des caisses de secours mutuel, caisses patronales et syndicats ouvriers (Da Silva, 2022), ces premiers dispositifs de protection sociale alimentaire sont consubstantiels à l'ordre économique puisque c'est le mouvement imposé par l'économie capitaliste sur l'alimentation qui leur donne une fonction sociale de stabilisation. Cette consubstantialité avec la sphère économique est succédée et complétée par une relation d'alliance avec l'État. Comme évoqué plus haut, la sécurisation et la stabilisation des récoltes d'une année sur l'autre devient rapidement un rôle assuré par l'État (Tilly, 1974).

En France comme au Brésil, la période s'étendant de l'après-guerre jusqu'aux années 1990 peut être lue comme une séquence de modernisation agricole hégémonisée par le référentiel américain de productivité et centrée sur les territoires nationaux (Ansaloni & Allaire, 2016; Friedmann & McMichael, 1989). La sécurité alimentaire y est d'abord pensée comme une abondance marchande apportant une solution à la faim, adossée à un système impérialiste d'aide alimentaire et d'aide au développement diffusant la « Révolution Verte » dans le Sud Global, sous dépendance de technologies américaines (Bernard de Raymond & Thivet, 2021). En France, la modernisation est institutionnalisée par la cogestion entre l'État, la FNSEA et le Centre National des Jeunes Agriculteurs (CNJA) dès les lois d'orientation de 1960-1962 et la mise en place de la première PAC. Cette configuration fait des organisations majoritaires les interlocuteurs privilégiés de l'État et stabilise un référentiel productiviste durable. Simultanément, l'aval alimentaire se restructure autour de la grande distribution. Cette expansion accompagne la généralisation d'une relation d'approvisionnement où l'accès à l'alimentation passe prioritairement par le marché et par des chaînes longues, standardisées et industrialisées. Au Brésil, on retrouve une dynamique homologue. La modernisation impulsée surtout sous la dictature militaire articule crédit rural, recherche agronomique, spécialisation

---

<sup>9</sup> Le terme correspondant en brésilien est *agronegócio*, ou agronégoce. Il désigne l'ensemble des activités amonts et aval de la production de commodités agricoles en plus de la production agricole elle-même.

<sup>10</sup> Bien sûr cette description schématique écrase d'autres dimensions et logiques internes qui contribuent à produire la diversité des formes constatées d'agriculture, décrites par exemple pour le Brésil par les héritiers des conventionnalistes (Niederle, 2018), ou par les régulationnistes des espaces mésos agricoles (Bartoli & Boulet, 1990). Toutefois, rester à un niveau d'abstraction d'analyse structurale nous permet de nous concentrer sur les tendances lourdes et de produire les conditions de la comparaison internationale.

productive et intégration agro-industrielle. Sur le versant alimentaire, le système d'approvisionnement bascule lui aussi vers la grande distribution. Les années 1960-1980 sont dominées par un référentiel productiviste et d'approvisionnement centré sur l'offre, la modernisation agricole et la circulation marchande des denrées. Dans les deux cas, la sécurité alimentaire dominante est une mise en marché sécurisée de l'alimentation, gouvernée par l'État en alliance avec les organisations agricoles dominantes, l'agro-industrie et, de plus en plus, la grande distribution (relation d'approvisionnement par le marché E-R). Nous représentons cet accès semblable à la production de cadrage politique dominant (de « *référentiels* » de politiques publiques (Jobert & Muller, 1987)) par la relation [PSA←E] dans la Figure 3. Ce lien encapsule la tendance lourde de la production d'une politique publique favorisant la cogestion technique d'une agriculture tournée vers la standardisation et l'export, et plus récemment vers des formes de firmisation et de financiarisation (Purseigle, Nguyen, & Blanc, 2017). C'est l'analyse de cette tendance lourde qui a pu amener la sociologie rurale à annoncer la disparition des paysans (Mendras, 1992 [1967]) dans les années 1960 en France. Dans les deux pays, cette cogestion se traduit par un contrôle quasi-total des ministères de l'agriculture (MASA en France, MAPA au Brésil) par les organisations patronales dominantes d'une agriculture intégrée à l'agro-industrie et aux marchés internationaux.

Pour autant, s'arrêter à ces tendances lourdes occulte les formes de résistance, de production et de solidarité décisives dans le système alimentaire, sans lesquelles des révoltes de la faim éclateraient en permanence. Ce double mouvement polanyien apparaît lorsque la marchandisation de l'alimentation et de l'agriculture suscite des formes de réencastrement protecteur, sous les formes diverses de la constitution de stocks, d'aide alimentaire, mais aussi d'un retour de la question paysanne et, dans les termes de Jan Douwe van der Ploeg (2008 & 2018), de processus de *repaysannisation*. Ceux-ci sont fondés sur la recherche d'autonomie vis-à-vis des marchés d'intrants, du crédit, des firmes et des circuits longs. En France, ce contre-mouvement s'exprime dès les années 1970 par les luttes paysannes, comme celle du Larzac, et par une voie alternative au tandem FNSEA-CNJA : celle des « paysans travailleurs » ancrés territorialement et rendant des services environnementaux (Lambert, 1970). Ces mouvements sociaux alimenteront la légitimation de pratiques comme l'agriculture biologique, qui apparaîtra dans les lois d'orientation agricole dès les années 80. Dans le même référentiel, la recherche d'autonomie alimentera la structuration des AMAP, des circuits courts ou de systèmes agroalimentaires alternatifs. Plus récemment, les Projets Alimentaires Territoriaux (PAT) viennent institutionnaliser un référentiel alliant agriculture et alimentation d'un même espace territorial resté minoritaire malgré un « tournant territorial » dans le discours pendant les années 1990 (Darrot, Maréchal, & Bréger, 2019). Au Brésil, la même logique prend une forme plus fortement étatisée. À partir des années 1990-2000, la reconnaissance de l'agriculture familiale puis la montée des politiques de sécurité alimentaire et nutritionnelle, articulent la reproduction paysanne à des dispositifs publics d'achat, de crédit et de garantie d'accès aux aliments (Sencebe & Pinton, 2020). Abstraitemment, ces deux contre-trajectoires relèvent bien d'une même relation de protection alimentaire. L'alimentation cesse d'être seulement une marchandise obtenue par le revenu et redevient partiellement une relation socialement garantie, soit par des médiations domestiques et associatives, soit par des médiations publiques (relation PSA-R).

## 2. France-Brésil, deux idéaux-types traduisant deux trajectoires historico-institutionnelles bien distinctes

L'application du référentiel agroalimentaire productiviste produit un accès plus généralisé à l'alimentation via la grande et moyenne distribution et une alimentation composée de plus de produits transformés. Ces deux dynamiques concentrent la valeur ajoutée du système alimentaire dans les maillons intermédiaires de transformation, logistique et distribution alimentaire. Dans un pays comme dans l'autre, un contre mouvement émerge, avec des éléments de discours comparables (question paysanne, soucis environnemental et sanitaire). Pourtant, les formes concrètes sont bien différentes. Bien sûr, concentrer la comparaison sur le registre alimentaire et l'échelle nationale ne doit rien enlever aux innombrables différences entre la France, pays industrialisé du centre capitaliste, et le Brésil, formation semi-périphérique exportatrices de matières premières, notamment agricoles. Ces différences ne relèvent pas seulement de propriétés internes aux deux sociétés nationales : elles renvoient d'abord à leur insertion historiquement différenciée dans le commerce internationale depuis la colonisation et la traite négrière (Furtado, 1959). Si l'échelon national permet de comprendre la structure des médiations alimentaires des tensions reproductives au cœur des compromis fédéraux et de la formation des États, il faut garder en tête que leurs systèmes alimentaires ne sont pas clos, mais occupent deux positions distinctes dans une division internationale de la production agricole structurée par une dialectique centre, semi-périphérie, périphérie (Tausch & Althouse, 2025; Wallerstein, 1974).

Cette insertion asymétrique dans l'économie-monde se traduit par des conditions très différentes de construction de la protection sociale. La faible universalisation des droits sociaux au Brésil ne peut être comprise indépendamment de l'hétérogénéité structurelle : la coexistence de secteurs modernes, productifs et internationalisés avec de larges espaces d'emploi informel ou faiblement productif restreint la base salariale, contributive et fiscale d'un système de protection sociale fondé sur l'emploi formel (CEPAL, 2012). Là où la France hérite d'un SNPS issu du compromis fordiste, adossé à une forte salarisation et relativement proche de l'universalité, le Brésil entre dans les années 1990 avec un SNPS plus fragmenté, corporatiste et limité par l'étendue de l'informalité. Cette segmentation productive et sociale trouve une expression particulièrement nette dans le monde agraire, marqué par l'héritage latifundiaire, la concentration foncière et le poids macroéconomique de l'agroexport. Ces différences ne réduisent pas l'intérêt de la comparaison, elles permettent au contraire de saisir les conditions historiques différenciées dans lesquelles se construisent les systèmes de solidarité alimentaire.

Si dans les deux cas l'approfondissement de la marchandisation de l'alimentation a poussé la société civile à s'organiser collectivement pour assurer l'approvisionnement alimentaire en dernier recours, les médiations politiques produisant cette organisation sont bien différentes. Les deux principales différences entre les deux, d'un point de vue structurel, sont l'articulation entre la petite production agricole, d'ordre paysan, et l'assistance alimentaire d'un côté, ainsi que le lien entre l'État et les concerné·e·s de l'autre. En France, la politique d'assistance alimentaire est entièrement soumise depuis les années 80 au référentiel de l'agriculture

commerciale. les associations habilitées assurent l'essentiel de la distribution, avec l'appui de dons privés, de réductions d'impôt, d'achats publics et de financements européens, tandis qu'une part importante de l'approvisionnement provient des invendus ou des dons de la grande distribution et des entreprises agroalimentaires. En effet, de la loi Coluche à la loi Garot, ce sont les associations qui ont la charge de l'aide alimentaire. Celles-ci bénéficient de niches fiscales sur leur financement direct, et de l'approvisionnement alimentaire venant des invendus défiscalisés de la grande distribution ainsi que d'aides européennes à travers le fonds FSE+. Les dispositifs récents (loi EGalim, PAT, Cocolupa, programme Mieux manger pour tous) ouvrent certes des ponts entre qualité alimentaire, restauration collective, territorialisation et lutte contre la précarité, mais ils demeurent fragmentaires et ne constituent pas un équivalent fonctionnel des marchés institutionnels brésiliens.

Au Brésil, à l'inverse, les politiques alimentaires issues de la séquence du plan *Fome Zero* après l'arrivée de Lula au pouvoir en 2003, ont davantage intégré l'assistance alimentaire, la sécurité alimentaire et nutritionnelle et le développement rural. Le PAA organise l'achat public direct de produits issus de l'agriculture familiale pour les redistribuer à des équipements ou organisations accueillant des populations en insécurité alimentaire, l'alimentation scolaire a progressivement constitué un débouché institutionnel pour l'agriculture familiale, avec un seuil légal minimal passé de 30 % à 45 % des ressources fédérales à partir de 2026. Cette architecture donne à la politique alimentaire une fonction de médiation entre reproduction sociale, marchés publics et reconnaissance politique de l'agriculture familiale. Elle ne suspend toutefois pas les contradictions agraires brésiliennes. Elle signale plutôt l'institutionnalisation partielle d'un référentiel concurrent au sein d'une économie politique durablement structurée par la puissance de l'agribusiness, la conflictualité foncière et la coexistence de plusieurs ordres sociaux agricoles. (Niederle, 2018; Sauer & Mészáros, 2017; Wittman & Blesh, 2017).

En remontant d'un niveau d'abstraction, on peut donc déjà souligner qu'il existe en France comme au Brésil une nette domination du référentiel de la sécurité alimentaire et de l'agriculture productiviste dans la conduite historique des politiques agricoles, symbolisée par le lien [PSA←E] dans les deux molécules (Figure 3). En France, l'étage supérieur est polarisé vers la sphère économique ([-,+]). En effet, les logiques qui décrivent le mieux la protection alimentaire sont globalement laissées aux acteurs privés, avec une intervention publique largement subordonnée aux intérêts de l'agriculture commerciale et de l'industrie agro-alimentaire, bien que quantitativement importante. À l'inverse, au Brésil, bien que l'*agribusiness* ait un large contrôle sur la politique agricole dédiée aux grandes exploitations, la protection alimentaire répond à un référentiel autonome ancré, articulé à l'aide sociale et au développement agricole, et géré par deux ministères autonomes du ministère de l'agriculture et de l'élevage. Ces deux ministères sont le ministère du développement agricole et le ministère du développement social et de la lutte contre la faim, et sont complétés par un conseil de démocratie participative dédié (le Consea). En plus de cette autonomisation, une chambre interministérielle vient assurer la cohérence de l'action de l'État fédéral concernant la lutte contre la faim en la plaçant *de facto* au centre de l'action sociale. Concernant l'étage inférieur de la molécule de SNPSA, la production de référentiels pour l'action publique contre la faim est sujette à une dialectique constante entre local et fédéral, entre mouvements sociaux et

fonctionnaires dans le cadre du Consea (Sencebe & Pinton, 2020). Si l'approvisionnement par le marché a connu un essor important au Brésil et fait partie des tendances lourdes décrites plus haut, la protection en dernier ressort des plus vulnérables fait partie sous Lula d'une politique sociale intégrée et participative, qui dépasse largement le rôle de simple filet de sécurité. À l'inverse, en France, l'étage inférieur est marqué par une polarisation inverse, alors que l'approvisionnement par le marché est ultra-dominant et que, malgré des espaces de discussion comme les états généraux de l'alimentation mis en place récemment, les référentiels concernant l'aide alimentaire sont systématiquement hérités d'autres référentiels issus d'autres domaines d'action publique (lutte contre le gaspillage, assistance sociale).

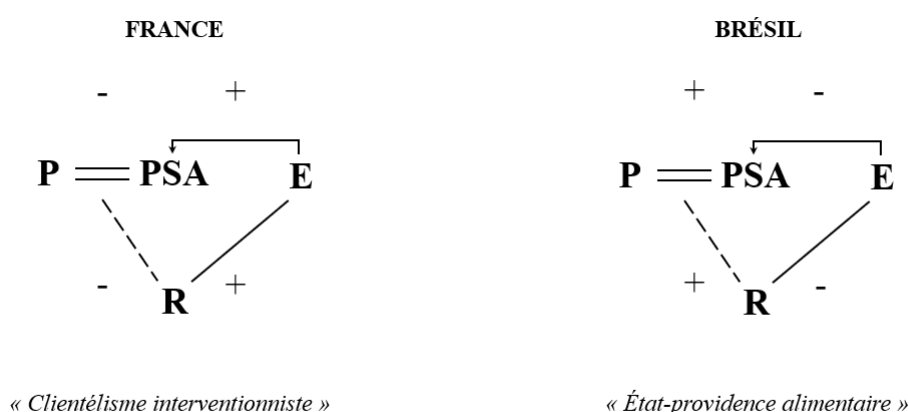


Figure 3 - Deux idéaux-types de protection sociale alimentaire

Cette analyse permet de montrer à travers ces deux polarisations un idéal-type brésilien où la protection alimentaire est une composante essentielle de l'action de l'État et où le noyau [P-PSA-D] non-marchand de la solidarité alimentaire est une voix forte de légitimation de l'État. Si le Brésil n'a jamais vu l'émergence d'un État providence universel, hors du travail salarié formel, comparable aux *welfare states* européens, le SNPSA, tout comme le Système Universel de Santé, apparaissent toutefois comme des témoins d'une relation d'alliance entre la protection sociale, la sphère politique et la sphère de la reproduction propres aux contextes des pays de la semi-périphéries comme le Brésil. Cette participation politique populaire à la fabrique des référentiels de protection alimentaire au Brésil peut être vue comme une conflictualisation du registre alimentaire à même de visibiliser les rapports de classe sous-jacents. En cela, on peut y voir plus qu'une simple régulation de la pauvreté fonctionnelle à l'accumulation (Lautier, 1995). À l'inverse, l'idéal-type français est plutôt marqué par un abandon historique du registre de l'alimentation comme un champ désigné du noyau non-marchand [P-PSA-D], alors que l'alimentation reste essentiellement le fait d'une cogestion corporatiste et largement subordonnée à l'accumulation.

### 3. Les sources sociopolitiques de la différenciation : quelques pistes

Comment comprendre la plus forte étatisation et intégration de la politique de protection alimentaire au Brésil par rapport à la France ? Cette analyse structurale et l'identification

d'idéaux-types qui en découlent permettent d'identifier des différences dans la genèse et la formation, à l'échelle nationale, des systèmes de protection sociale alimentaire. Pour autant, elle ne scelle pas de façon déterministe les causes profondes de ces différenciations. Conformément à l'idée selon laquelle ce sont les crises et compromis au sein de l'ordre politique qui sont la source du changement institutionnel (Amable & Palombarini, 2023; Boyer, 2003), nous chercherons ces sources du côté des dynamiques d'alliance et de reconfiguration de l'ordre politique produisant la diversité des institutions de la protection alimentaire.

La forme du SNPSA au Brésil peut d'abord se comprendre à partir d'une synchronie historique entre la crise de la reproduction sociale de la paysannerie d'un côté, et du sous-prolétariat des périphéries des grandes villes. En effet, la dictature militaire (1964-1985) aura mis un coup d'arrêt aux mobilisations rurales et entériné une alliance avec la bourgeoisie latifundiaire par la répression des mouvements syndicaux et paysans de la ruralité (Houtzager, 1998). En même temps, un large plan de *modernisation conservatrice* sera mis en place via la diffusion d'un paquet technologique qui aura pour conséquence la concentration foncière et l'expulsion de nombreux petits producteurs (Martine, 1991). Cela va alimenter un exode rural rapide sans que l'emploi industriel n'absorbe la force de travail offerte par l'explosion des populations des grandes villes, alors même que la dictature va multiplier les attaques contre le droit du travail (Lara & Silva, 2015). Cette architecture institutionnelle héritée, couplée avec l'ouverture commerciale et la libéralisation des années 90 va faire vivre une crise simultanée des prolétariats urbains et des petits producteurs agricoles des branches exposées à la concurrence (Helfand & Castro De Rezende, 2001). Ce contexte va condenser des tensions auparavant plus dispersées et favoriser des alliances entre mouvements sociaux avec des premières victoires telles que la mise en place d'un crédit rural destiné à l'agriculture familiale (PRONAF) et de programmes sociaux liés à la faim. C'est sur ce terreau socio-économique que Lula va construire une stratégie politique alliant une politique macroéconomique conservatrice et un réformisme social graduel avec une forte composante dédiée aux questions agraire et alimentaire (Singer, 2009). Cette stratégie permettra à son parti, le PT, d'agréger un large soutien populaire et de conserver le pouvoir pendant 13 ans (2003-2016). On peut interpréter cette longévité par l'inclusion des composantes paysannes et populaires du mouvement social dans des arènes de démocratie participative, leur donnant accès à la production de référentiels pour l'élaboration des programmes de protection alimentaire. Ces arènes prolongeront sur le moyen terme la synchronie initiale des mouvements sociaux au Brésil, et une certaine relation d'alliance et de cogestion de la politique alimentaire avec l'exécutif. Cette alliance de fait peut être analysée comme une stabilisation d'un bloc social *luliste* (Poupard, n.d.). Il nous faut toutefois souligner que la coexistence d'un référentiel dominant [PSA←E] imposé par l'*agribusiness* et celui concurrent de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (polarisation R-PSA-P) est un facteur de conflictualité dont les symptômes réapparaissent dès que l'espace de la médiation politique se réduit. En effet, la domination politique de l'*agribusiness* dans l'espace mésoéconomique agricole se traduit par un accès privilégié aux ressources publiques. Le compromis et l'émergence de la politique de sécurité alimentaire et nutritionnelle n'est permise que par l'expansion de l'espace fiscal permis par la dynamique macroéconomique favorable des années 2000. Quand l'espace fiscal se réduit à nouveau, les intérêts politiques du bloc dominant se font ressentir, et la politique sociale en pâtit. C'est ce qui arrivera au moment

de la crise brésilienne de 2013, qui débouchera sur la destitution, motivée notamment par le front parlementaire ruraliste, de la présidente du PT Dilma Rousseff.

La France post-fordiste présente au contraire une asynchronie durable entre attentes sociales alimentaires et agricoles. D'un côté, la période fordiste aura globalement stabilisé un régime d'amélioration des revenus généraux et la production d'une alimentation bon marché, et de l'autre aura orchestré une modernisation agricole alliant capitalisation et protection sociale *ad hoc*, cogérée dès les années 1960 par l'exécutif et les représentants patronaux de la profession (Allaire, 1988). La question alimentaire ne fera son retour qu'après la crise du fordisme, et le référentiel des politiques publiques d'aides sera durablement marginalisé, laissé à des associations et traité comme purement assistanciel (Retière, 2021). Cette asynchronie du développement du salariat et de sa protection sociale et de la profession d'exploitant agricole-entrepreneur jouera en faveur d'une asynchronie des crises régulières que connaîtront ces deux mondes. Malgré le retour de la question paysanne dans les années 1970, aucune alliance d'ampleur entre mouvements sociaux paysans et des classes populaires n'a vu le jour. Cette asynchronie historique entre mouvements ruraux et citadins en France, couplée avec l'extrême marginalisation du travail agricole salarié, n'ont jusqu'à aujourd'hui pas réuni les conditions pour la construction d'une stratégie politique à même d'accéder à la production de référentiels et de politiques publiques.

## Conclusion

On peut analyser la situation française comme une véritable crise de la reproduction dans le registre alimentaire. Ses indices sont une prolétarianisation combinée des classes populaires et d'une partie de l'agriculture. D'un côté, si l'explosion du recours à l'aide alimentaire dans les 10 dernières années est régulièrement lue sous l'angle de la précarisation<sup>11</sup>, on peut la voir comme une prolétarianisation approfondie. En effet, la perte d'autonomie économique liée au ralentissement économique, à la faible augmentation des salaires et à un chômage persistant ainsi que les charges incompressibles des autres champs de la consommation pousse à considérer l'alimentation comme la variable d'ajustement en dernier recours, et donc de renoncer à l'acquisition d'une alimentation saine et adéquate par le marché (Paturel, 2018). Du côté de l'agriculture, deux symptômes forts marquent une prolétarianisation qu'il reste à étudier et définir en détail. Premièrement, l'emploi salarié non-familial, marqué par des conditions très précaires, croît et devrait devenir la forme de travail majoritaire dans le secteur agricole dans les prochaines années. Deuxièmement, un gouffre se creuse entre les agriculteurs gagnants de la mondialisation et des traités de libre-échange, et les perdants. Ce gouffre se cristallise dans le vacillement du syndicalisme majoritaire aux dernières élections professionnelles. Cette exceptionnelle synchronie des crises de la reproduction dans l'après-Covid constitue une fenêtre politique pour la construction de nouvelles stratégies politiques. C'est sans doute cela qui explique le succès des tentatives de politisation conjointe de la faim et de l'agriculture. La SSA constitue une de ces tentatives, même si l'inclusion des classes populaires dans les expérimentations de classe est encore balbutiante. Face aux lectures homogénéisantes du monde

---

<sup>11</sup> La part des ménages disant pouvoir manger tous les aliments qu'ils veulent est passée de 48 à 39 % d'avril 2021 à octobre 2022, et le nombre de bénéficiaires des Banques Alimentaires est passé de 1.8 millions en 2014 à 2.4 millions en 2024.

rural, il reste encore à saisir correctement les rapports de classe qui traversent le monde rural pour penser les espaces d'alliance possibles (Bernstein, 2010).

Un deuxième axe encore à explorer est celui de la dialectique entre les initiatives locales et le SNPSA. La politique brésilienne est historiquement bien plus décentrée (Bizberg & Thérêt, 2012) que la politique française. La reconsolidation de l'État sous Lula se fait *via* une dialectique local-fédéral qui favorise la participation dans les programmes sociaux, et intègre donc des dimensions plus émancipatrices (Fraser, 2013). Cela se traduit dans la gouvernance du SNPSA, qui a hérité d'un conseil de démocratie participative typique de la politique *luliste*, le Consea. Celui-ci est composé largement de membres de la société civile, qui peuvent traduire leurs intérêts politiques dans des référentiels d'action publique *via* des jeux de coalitions. Pour l'heure en France, les caisses locales rencontrent des difficultés concernant leur financement, dans lequel interviennent collectivités territoriales, cotisants aux caisses et autres financeurs issus de la philanthropie privée (Delouette et al., 2025). La relation entre collectif national pour une SSA et coordination inter-caisse est encore en construction. Elle pourrait bien être le locus politique où se construirait une nouvelle relation à l'État (et à la PAC européenne), plus décentrée, dans le registre alimentaire.

## Bibliographie

- Allaire, G. (1988). Le modèle de développement agricole des années 1960.
- Amable, B., & Palombarini, S. (2023). Multidimensional social conflict and institutional change. *New Political Economy*, 28(6), 942-957.
- Ansaloni, M., & Allaire, G. (2016). La grande transformation des politiques agricoles anglaise et française : Une sociologie de l'hégémonie économique. *Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs*, (20).
- Bartoli, P., & Boulet, D. (Éds). (1990). Conditions d'une approche en termes de régulation sectorielle : Le cas de la sphère viticole. *Cahiers d'Economie et de Sociologie Rurales (CESR)*.
- Bennholdt-Thomsen, V. (1982). Subsistence production and extended reproduction. A contribution to the discussion about modes of production. *The Journal of Peasant Studies*, 9(4), 241-254.
- Bernard de Raymond, A., & Thivet, D. (2021). *Un monde sans faim* (Presses de Sciences Po). (S.l.): (s.n.).
- Bernstein, H. (2010). *Class Dynamics of Agrarian Change*. Halifax, N.S. : Sterling, VA: Kumarian Press.
- Bernstein, H. (2014). Food sovereignty via the 'peasant way' : A sceptical view. *The Journal of Peasant Studies*, 41(6), 1031-1063.
- Bernstein, H. (2015). *Food Regimes and Food Regime Analysis : A Selective Survey*. Communication présentée au Land grabbing, conflict and agrarian-environmental transformations: perspectives from East and Southeast Asia, Chiang Mai, Thailand.
- Bizberg, I., & Thérêt, B. (2012). La diversité des capitalismes latino-américains : Les cas de l'Argentine, du Brésil et du Mexique. *Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs*, (11).
- Boyer, R. (2003). Les analyses historiques comparatives du changement institutionnel : Quels enseignements pour la théorie de la régulation ? Dans *L'Année de la régulation n° 7* (2003-2004) (pp. 167-203). (S.l.): Presses de Sciences Po.



- CEPAL. (2012). Eslabones de la desigualdad Heterogeneidad estructural, empleo y protección social. CEPAL.
- Chiffolleau, Y., Akermann, G., Paturel, D., & Noël, J. (2023). Des circuits courts à la sécurité sociale de l'alimentation : Économies concrètes et récit politique pour la solidarité alimentaire. *Lien social et Politiques*, (90), 310-329.
- Da Silva, N. (2022). *La bataille de la Sécu : Une histoire du système de santé*. Paris: La fabrique éditions.
- Darrot, C., Maréchal, G., & Bréger, T. (2019). *Rapport sur les Projets Alimentaires Territoriaux (P.A.T.) en France : Etat des lieux et analyse*. Agrocampus Ouest : Rennes: Institut Hanseo-Agrico.
- Delouette, I., Vasseur, C., & Pates, C. (2025). Protection sociale de l'alimentation : L'enjeu des financements pour construire des communs socio-écologiques. *Revue française des affaires sociales*, 254(4), 209-230.
- Fraser, N. (2013). A Triple Movement? *New Left Review*, (81), 119-132.
- Fraser, N. (2016). Contradictions of Capital and Care. *New Left Review*, (100), 99-117.
- Friedmann, H., Daviron, B., & Allaire, G. (2016). "Political economists have been blinded by the apparent marginalization of land and food". *Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs*, (20).
- Friedmann, H., & McMichael, P. (1989). Agriculture and the State System : The Rise and Decline of National Agriculture. *Sociologia Ruralis*, 29, 93-117.
- Furtado, C. (1959). *Formação Econômica do Brasil*.
- Helfand, S. M., & Castro De Rezende, G. (2001). Brazilian Agriculture in the 1990s : Impact of the Policy Reforms. *SSRN Electronic Journal*.
- Houtzager, P. P. (1998). State and Unions in the Transformation of the Brazilian Countryside, 1964-1979. *Latin American Research Review*, 33(2), 103-142.
- Jobert, B., & Muller, P. (1987). *L'État en action : Politiques publiques et corporatismes* (1re éd). Paris: Presses universitaires de France.
- Lambert, B. (1970). *Les paysans dans la lutte des classes*. (S.l.): Seuil, coll. « Politique ».
- Lara, R., & Silva, M. A. da. (2015). A ditadura civil-militar de 1964 : Os impactos de longa duração nos direitos trabalhistas e sociais no Brasil. *Serviço Social & Sociedade*, 275-293.
- Lautier, B. (1995). Les malheureux sont les puissants de la terre. *Revue Tiers Monde*, XXXVI(142), 383-409.
- Lautier, B. (2012). La diversité des systèmes de protection sociale en Amérique latine. *Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs*, (11).
- Le Morvan, F., & Wanecq, T. (2019). *La lutte contre la précarité alimentaire. Evolution du soutien public à une politique sociale, agricole et de santé publique*. (Rapport No. 2019- 069R). IGAS.
- Malassis, L. (2002). *Nourrir les hommes : Un exposé pour comprendre, un essai pour réfléchir*. Paris: Flammarion.
- Martine, G. (1991). A trajetória da modernização agrícola : A quem beneficia? *Lua Nova : Revista de Cultura e Política*, 7-37.
- Martínez-Torres, M. E., & Rosset, P. M. (2010). La Vía Campesina : The birth and evolution of a transnational social movement. *The Journal of Peasant Studies*, 37(1), 149-175.
- Marx, K. (1990). *Capital : Volume I*. London: Penguin Classics.
- McMichael, P. (2023). Updating Karl Polanyi's 'double movement' for critical agrarian studies. *The Journal of Peasant Studies*, 50(6), 2123-2144.
- Mendras, H. (1992). *La fin des paysans ; suivi d'une réflexion sur la fin des paysans vingt ans après*. Le Méjan, Arles : Bruxelles : [Lausanne]: Actes Sud.

- Mies, M. (2014). *Patriarchy and accumulation on a world scale : Women in the international division of labour*. London: Zed Books Limited.
- Moore, J. W. (2015). *Capitalism in the web of life : Ecology and the accumulation of capital*. London: Verso.
- Muller, P. (2005). Esquisse d'une théorie du changement dans l'action publique: Structures, acteurs et cadres cognitifs. *Revue française de science politique*, 55(1), 155-187.
- Niederle, P. (2018). A pluralist and pragmatist critique of food regime's genealogy : Varieties of social orders in Brazilian agriculture. *The Journal of Peasant Studies*, 45(7), 1460-1483.
- Paturel, D. (2018). Faut-il continuer à nourrir les pauvres ? : L'accès à une alimentation de qualité comme enjeu démocratique pour le travail social. *Le Sociographe*, 62(2), 13-22.
- Polanyi, K. (1944). *La grande transformation : Aux origines politiques et économiques de notre temps*. Paris: Gallimard.
- Poupard, A. (n.d.). *Grandeur et décadence du système national de protection sociale alimentaire brésilien : Une relecture régulationniste*.
- Purseigle, F., Nguyen, G., & Blanc, P. (2017). *Le nouveau capitalisme agricole : De la ferme à la firme*. Paris: Sciences po, les presses.
- Retière, J.-N. (2021). Nourrir les pauvres : Les quatre âges de l'aide alimentaire. *Vie sociale*, 36(4), 23-35.
- Sauer, S., & Mészáros, G. (2017). The political economy of land struggle in Brazil under Workers' Party governments. *Journal of Agrarian Change*, 17, 397-414.
- Scott, J. C. (2019). *Homo domesticus—Une histoire profonde des premiers Etats*. Traduction par M. Saint-Upéry, Paris: La découverte.
- Sencebe, Y., & Pinton, F. (2020). 4. Gouverner la sécurité alimentaire au Brésil, une approche sociale et participative des politiques alimentaires. Dans È. Fouilleux & L. Michel (Éds), *Quand l'alimentation se fait politique(s)* (pp. 103-121). Rennes: Presses universitaires de Rennes.
- Singer, A. (2009). Raízes sociais e ideológicas do lulismo. *Novos estudos CEBRAP*, 83-102.
- Tausch, L., & Althouse, J. (2025). Ecologically unequal exchange (EUE) as a multi-tiered hierarchy : Investigating the interdependence of global and domestic environmental inequalities to explain China's rise. *Ecological Economics*, 235, 108644.
- Théret, B. (1996). Les structures élémentaires de la protection sociale. *Revue française des affaires sociales*, Vol. 50, n°4.
- Théret, B. (1997). Méthodologie des comparaisons internationales, approches de l'effet sociétal de la régulation : Fondements pour une lecture structuraliste des systèmes nationaux de protection sociale. *L'Année de la Régulation*, 1, 163-228.
- Thompson, E. P. (1971). The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century. *Past & Present*, (50), 76-136.
- Tilly, C. (1974). *Food Supply and Public Order in Modern Europe*. (S.l.): (s.n.). (Google-Books-ID: t0kzGwAACAAJ).
- van der Ploeg, J. D. (2008). *The New Peasantries, struggles for autonomy and sustainability in an era of empire and globalization*. (S.l.): Earthscan.
- van der Ploeg, Jan Douwe. (2018). From de-to repeasantization : The modernization of agriculture revisited. *Journal of Rural Studies*, 61, 236-243.
- van der Ploeg, Jan Douwe, & Schneider, S. (2022). Autonomy as a politico-economic concept : Peasant practices and nested markets. *Journal of Agrarian Change*, 22(3), 529-546.

- Wallerstein, I. (1974). *The Modern World-System I : Capitalist Agriculture and the Origins of the European World-Economy in the Sixteenth Century*. Berkeley, CA: University of California Press.
- Wilkinson, J. (2015). Food security and the global agrifood system : Ethical issues in historical and sociological perspective. *Global Food Security*, 7, 9-14.
- Wittman, H., & Blesh, J. (2017). Food Sovereignty and Fome Zero : Connecting Public Food Procurement Programmes to Sustainable Rural Development in Brazil. *Journal of Agrarian Change*, 17(1), 81-105.

## Annexe

Tableau A1 - Descriptif des instruments de politiques publiques constitutifs des SNPSA français et brésilien. Sources : (Delouette et al., 2025; Sencebe & Pinton, 2020)

| Secteur de l'action publique                                             | France                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | Brésil                                                                                                                                                                                                                                           |
|--------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>1. Achat public / fourniture d'un service public</b>                  | Restauration collective publique (cantines scolaires, hôpitaux, administrations) encadrée par EGAlim. Programme Lait et fruits à l'école. Approvisionnements territorialisés via certains PAT (Projets Alimentaires Territoriaux).                                                                                     | PNAE (Programme national d'alimentation scolaire). PAA (Programme d'acquisition d'aliments) lorsqu'il alimente des institutions ou publics ciblés. Articulation avec des équipements publics de sécurité alimentaire.                            |
| <b>2. Politique assistancielle / de la demande</b>                       | Aide alimentaire associative habilitée (Banques alimentaires, Restos du Cœur, Croix-Rouge, Secours populaire). Épiceries sociales. Tarification sociale des cantines. Plus indirectement RSA comme soutien monétaire aux ménages pauvres.                                                                              | <i>Bolsa Família</i> (transfert monétaire conditionnel touché par 25 % de la population brésilienne). <i>Bancos de Alimentos</i> . <i>Cozinhas Solidárias</i> . <i>Cozinhas Comunitárias</i> . Selon les villes, <i>Restaurantes Populares</i> . |
| <b>3. Développement rural / politique de l'offre</b>                     | FEADER (Fonds européen agricole pour le développement rural) aides à PRONAF (crédit rural destiné à l'agriculture l'installation. Soutiens aux filières locales familiale). ATER (assistance technique et à certaines infrastructures territoriales extension rurale) d'approvisionnement, aide technique.             |                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>4. Politiques environnementales appliquées au système alimentaire</b> | EGAlim (produits durables et de qualité en restauration collective), AGECE et lutte PNAP (politique nationale d'agroécologie et de contre le gaspillage. Écophyto, soutien à production biologique). Relance du PRONARA l'agriculture biologique et au projet (Programme de réduction des pesticides). agroécologique. |                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>5. Gouvernance du SNPSA</b>                                           | SNANC (Stratégie nationale pour l'alimentation, la nutrition et le climat), PAT, coordination entre agriculture, santé, solidarités et collectivités, sans architecture unifiée équivalente au SISAN.                                                                                                                  | SISAN (Système de sécurité alimentaire et nutritionnelle), CONSEA (Conseil de Sécurité Alimentaire), conférences de SAN, articulation avec PAA, PNAE et les équipements publics alimentaires.                                                    |